

②

**PREMIERE CONFERENCE  
DES PARTIES DE LA CONVENTION D OTTAWA  
SUR LES MINES ANTI PERSONNEL**

DISCOURS PRONONCE PAR MONSIEUR FODE SECK  
SECRETARE GENERAL  
DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET DES SENEGALAIS DE L EXTERIEUR  
DE LA REPUBLIQUE DU **SENEGAL**

MAPUTO , LE 4 MAI 1999

MONSIEUR , LE PRESIDENT

MESDAMES , MESSIEURS LES CHEFS DE DELEGATION

MESDAMES , MESSIEURS LES REPRESENTANTS DES

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

MESDAMES , MESSIEURS LES REPRESENTANTS DES O.N.G

MESDAMES , MESSIEURS LES DELEGUES

MES PREMIERS MOTS SERONT D' ABORD DES MOTS  
DE FELICITATIONS AUX MEMBRES DU BUREAU QUE NOUS  
AVONS UNANIMEMENT ELUS HIER A L' OUVERTURE DE  
NOTRE CONFERENCE ET AUSSI DES MOTS DE

REMERCIEMENT ET DE PROFONDE GRATITUDE AU CHEF DE L' ETAT , AU GOUVERNEMENT ET A TOUT LE PEUPLE MOZAMBICAINS QUI N' ONT EPARGNE AUCUN EFFORT POUR NOUS ACCUEILLIR SI CHALEUREUSEMENT EN CETTE BELLE TERRE AFRICAINE DU MOZAMBIQUE .

NOUS VOICI DONC REUNIS A MAPUTO POUR TENTER UN BILAN ET DEGAGER LES PERSPECTIVES DE NOTRE LUTTE COMMUNE CONTRE LE FLEAU DES MINES ANTI PERSONNEL.

ASSUREMENT , ET A PLUS D' UN TITRE , MON PAYS , LE SENEGAL NE POUVAIT PAS NE PAS REPONDRE PRESENT A CE RENDEZ VOUS HISTORIQUE DE LA PREMIERE REUNION DES ETATS PARTIES A LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L INTERDICTION , LA PRODUCTION , LE STOCKAGE , L' EMPLOI ,ET LE TRANSFERT DES MINES ANTI PERSONNEL .

D 'ABORD , PARCE QUE , COMME LE MOZAMBIQUE , LE SENEGAL A VU SES POPULATIONS INJUSTEMENT FRAPPEES PAR CES ARMES AVEUGLES , AVEC LEURS CORTEGES DE MORTS, DE MUTILES TRAUMATISES ET DE DESTRUCTION ECONOMIQUE , SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE .

ENSUITE , PARCE QUE LE SENEGAL A ETE PARTIE  
PRENANTE DU LONG PROCESSUS DE MATURATION DE LA  
CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LES MINES ANTI  
PERSONNEL , Y COMPRIS DANS TOUTES SES ETAPES  
MARQUANTES , A SAVOIR :

-LA DECLARATION DE BRUXELLES QUI EN  
A JETE LES BASES ET PRINCIPES DIRECTEURS .

-LES RENCONTRES AFRICAINES QUI S  
INSCRIVAIENT DANS LA SERIE DES RENCONTRES  
REGIONALES PREPARATOIRES ET DE SENSIBILISATION .

-LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE  
STRATEGIE TENUE A OTTOWA EN OCTOBRE 1996 .

-LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE D'OSLO  
DE SEPTEMBRE 1997 QUI A ADOPTE LE TEXTE DE LA  
CONVENTION .

-LA DEUXIEME CONFERENCE D' OTTAWA  
DE DECEMBRE 1997 QUI A OUVERT LA CONVENTION A LA  
SIGNATURE DES ETATS .

MAIS NOTRE REUNION DE MAPUTO , OFFRE AUSSI A  
MON PAYS , UNE BONNE OCCASION DE RENDRE UN  
HOMMAGE APPUYE AU MOZAMBIQUE QUI A FAIT FIGURE  
DE PIONNIER DANS LA CROISADE MONDIALE CONTRE LA  
PROLIFERATION DES MINES ANTI PERSONNEL , QUAND ON

SAIT QUE PRES DE 60% DE CES "ARMES DE LACHES " SONT ENFOUIES DANS LA TERRE NOURRICIERE D AFRIQUE .

PAR OPTION , JE VOUDRAIS , D' EMBLEE , SOULIGNER QUE LE SENEGAL NE PRODUIT PAS , NE VEND PAS , N'ACHETE PAS ET NE STOCKE PAS DE MINES ANTI PERSONNEL DONT A FORTIORI , IL N'ACCEPTE NI LE TRANSFERT , NI L' EMPLOI SUR SON TERRITOIRE NATIONAL .

IL SE TROUVE MALHEUREUSEMENT QUE SA PARTIE SUD , LA REGION NATURELLE DE CASAMANCE , A ETE INFESTEE DE CES ARMES TERRIBLES , D ABORD DANS LES ANNEES 70 DURANT LA GESTATION VERS LA SOUVERAINETE INTERNATIONALE D' UN DE SES PAYS VOISINS ; PUIS DANS LES ANNEES 90 , DU FAIT D UNE REBELLION INDEPENDANTISTE .

C EST AINSI QUE DANS LEUR MISSION DE SAUVEGARDE DE L 'INTEGRITE DU TERRITOIRE NATIONAL AINSI QUE DE PROTECTION DES POPULATIONS ET DE LEURS BIENS , LES FORCES ARMEES DU SENEGAL ONT ACQUIS ET DEVELOPPE UNE EXPERIENCE , QUOIQUE RUDIMENTAIRE , DANS LE DEMINAGE ET LES SECOURS A APPORTER AUX VICTIMES DES MINES .

AU FIL DES ANS , L 'ETAT SENEGALAIS EST PARVENU A METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE GLOBALE DE PROTECTION CONTRE LES MINES ANTI CHAR ET ANTI PERSONNEL ET DE PRISE EN CHARGE DE LEURS VICTIMES , POLITIQUE QUI S' ARTICULE AUTOUR DES TROIS POINTS SUIVANTS :

#### 1 LE DEMINAGE HUMANITAIRE

FAUTE D ENGIN DEMINEURS ET DE TECHNOLOGIES ANTI-MINE APPROPRIES , C 'EST A LA BAIONNETTE , AVEC DES SONDES ARTISANALES ET QUELQUES DETECTEURS ELECTROMAGNETIQUES OFFERTS PAR DES PAYS AMIS QUE L ' ARMEE SENEGALAISE PROCEDE A LA DETECTION DES MINES .

LES PHASES DELICATES ET PLUS DANGEREUSES DE NEUTRALISATION, DE RELEVÉ ET DE DESTRUCTION SONT TOTALEMENT REALISEES A LA MAIN PAR LES SAPEURS DU GENIE MILITAIRE DONT UNE DIZAINE ONT ETE VICTIMES DES MINES ENTRE 1997 ET 1998 .

L 'EXPERTISE DES ARTIFICIERS SENEGALAIS A AMENE LE GOUVERNEMENT D' UN PAYS VOISIN A LES SOLLICITER OFFICIELLEMENT POUR AIDER A DETRUIRE SES STOCKS DE MINES.

MAIS FACE A LA PROLIFERATION RECENTE DE MINES DE NOUVELLE GENERATION DANS SA PARTIE SUD, LE SENEGAL A UN BESOIN PRESSANT D' ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCIERE D' ENVERGURE .

## 2 L' ASSISTANCE AUX VICTIMES

LA PLUPART DES VICTIMES DE MINES EN CASAMANCE , SONT DE PAISIBLES PAYSANS ET SURTOUT DES JEUNES ET DES ENFANTS QUI , DANS LE CADRE DES TRAVAUX CHAMPETRES , EMPRUNTENT LES PISTES DE PRODUCTION QUE LES POSEURS DE MINES CHOISISSENT COMME SITES DE PREDILECTION .

L' ASSISTANCE PRODIGUEE AUX VICTIMES MILITAIRES EST TOTALEMENT PRISE EN COMPTE PAR L ' ETAT AVEC POUR PRINCIPALE CONTRAINTE , LA REINSERTION SOCIALE DE CEUX DON'T LE HANDICAP NE LEUR PERMET PLUS DE SERVIR DANS LES ARMEES .

S' AGISSANT DE L ' ASSISTANCE AUX VICTIMES CIVILES , ELLE EST PRISE EN CHARGE CONJOINTEMENT PAR L ' ETAT ET LES ORGANISATION HUMANITAIRES ET CONSISTE ESSENTIELLEMENT EN :

- UN TRAITEMENT , UN SUIVI MEDICAL ET EN LA FOURNITURE DE L' APPAREILLAGE .
- UN SOUTIEN MORAL ET MATERIEL DU COMMISARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE, ORGANISME PUBLIC CONJUGUANT SES APPORTS AVEC CEUX DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES .

3 LA SENSIBILISATION AU DANGER DES MINES  
EN ATTENDANT QU' IL PUISSE DEGAGER DES  
RESSOURCES FINANCIERES SUFFISANTES, L ' ETAT DU  
SENEGAL PROCEDE A LA SENSIBILISATION AU DANGER  
DES MINES PAR AFFICHAGE , PAR LES MEDIAS ,ET PAR L'  
ENVOI D EDUCATEURS DES ARMEES DANS LES ECOLES ,  
LE TOUT EN ETROITE COOPERATION ET COORDINATION  
AVEC LA SOCIETE CIVILE ET LES ONG .

MONSIEUR , LE PRESIDENT  
MESDAMES , MESSIEURS LES REPRESENTANTS DES ETATS  
PARTIES,  
PARTENAIRESDES ORGANISMES INTERNATIONAUX ,

A ECOUTER LES DIFFERENTES PRESENTATIONS  
FAITES DU HAUT DE CETTE TRIBUNE DEPUIS LE DEBUT DE  
NOS TRAVAUX , L ' ON EST FRAPPE PAR LA RICHESSE DES  
EXPERIENCES TENTEES ET PAR LA VARIETE DES  
INITIATIVES ANTI MINES DEJA LANCEES OU ENVISAGEES  
PAR CHACUN DES ETATS PARTIES , PAR CHACUNE DES  
ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET NON  
GOUVERNEMENTALES ICI PRESENTES .

S ' IL FAUT S ' EN FELICITER , IL IMPORTE TOUTEFOIS  
DE VEILLER A CE QUE SOIENT BIEN CERNEES ET DEFINIES

8

LES PRIORITES DES PAYS ET REGIONS INFESTES ET QUE  
LES INTERVENTIONS SUR CES DIFFERENTS THEATRES  
SOIENT BIEN COORDONNEES ET REPARTIES POUR DONNER  
LE MAXIMUM DE RESULTATS TANGIBLES .

SOUS CE RAPPORT , IL CONVIENT DE POURSUIVRE EN  
LE RENFORCANT LE PLAIDOYER INTERNATIONAL POUR  
UNE UNIVERSALISATION PLUS GRANDE DE NOTRE  
CONVENTION . AU CONSTAT QUE SEULEMENT 17 ETATS  
AFRICAINS L ' ONT RATIFIEE , SUR LES 41 QUI L ' ONT  
SIGNEE – DONT 4 SUR LES 16 ETATS MEMBRES DE LA  
CEDEAO – LE SENEGAL A ENTREPRIS DE SENSIBILISER LES  
12 AUTRES ETATS OUEST AFRICAINS A L ' IMPORTANCE ET  
A L ' URGENCE D ' UNE MISE EN OEUVRE EFFECTIVE DES  
DISPOSITIONS DE LA CONVENTION .

DANS LE MEME ORDRE D ' IDEES , MA DELEGATION  
ENGAGE LES ETATS AFRICAINS ICI PRESENTS A SE  
CONSTITUER EN GROUPE D INITIATIVE POUR PRECHER LA  
BONNE PAROLE DANS LEURS SOUS REGIONS  
RESPECTIVES , DANS LA PERSPECTIVE DU PROCHAIN  
SOMMET DE L ' OUA PREVU EN JUILLET PROCHAIN A  
ALGER .

HOTE ET PRESIDENT DE NOTRE REUNION , LE  
MOZAMBIQUE POURRAIT ETRE LE COORDONNATEUR D '  
UN TEL GROUPE . CE FAISANT NOUS INSCRIRIONS EN

DROITE LIGNE DANS LE PROGRAMME D ' ACTION  
AFRICAIN QUI AVAIT SANCTIONNE LA GRANDE  
CONFERENCE PANAFRICAINNE DE MAI 1997 TENUE A  
KEMPTON PARK EN AFRIQUE DU SUD ET INTITULEE "POUR  
UNE AFRIQUE EXEMPTTE DE MINES ANTI PERSONNEL".

LA MEME DEMARCHE POURRAIT VALOIR EN ASIE ,  
EN AMERIQUE ET EN EUROPE CAR C ' EST PAR  
L'EXEMPLE QUE NOUS FINIRONS PAR CONVAINCRE LE  
RESTE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE .

AU PLAN OPERATIONNEL , DES SEMINAIRES ET  
ATELIERS SOUS REGIONAUX ET REGIONAUX DE MISE EN  
OEUVRE ET DE SUIVI DE LA CONVENTION DOIVENT ETRE  
ORGANISES SUIVANT LA REMARQUABLE SYNERGIE  
PROACTIVE ETATS-ONG QUI A SI BIEN REUSSI AU  
PROCESSUS DIT D ' OTTAWA .

IL S ' AGIT DE CREER LES CONDITIONS D UNE BONNE  
COMPREHENSION ET APPROPRIATION DES DISPOSITIONS  
DE LA CONVENTION , MAIS AUSSI D ' UNE ELABORATION  
CONCERTEE DE PROGRAMMES BILATERAUX , SOUS  
REGIONAUX ET REGIONAUX , A REALISER  
CONCURREMMENT SUR BUDGETS PROPRES ET  
ASSISTANCE EXTERIEURE .

10

DANS LE MEME TEMPS , LES PAYS POURVOYEURS D ' ASSISTANCE TECHNIQUE , DE TECHNOLOGIE ANTI MINES , ET DE RESSOURCES FINANCIERES , S ' EMPLOIERAIENT A HARMONISER ET COORDONNER LEURS INTERVENTIONS POUR AGIR PLUS EFFICACEMENT SUR LA BASE DE PROGRAMMES ELABORES EN CONCERTATION AVEC LES BENEFICIAIRES

C ' EST TOUT LE PROBLEME DU "NETWORKING " ENTRE LES ETATS , LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES , SOUS REGIONALES , REGIONALES ET UNIVERSELLES ET LES ONG NATIONALES ET INTERNATIONALES .

IL EST TOUT AUSSI IMPORTANT QUE PUISSENT ETRE CREEES OU IDENTIFIEES ET EQUIPEES CONVENABLEMENT LES STRUCTURES QUI , AU PLAN NATIONAL , SOUS REGIONAL , REGIONAL ET INTERNATIONAL , DOIVENT ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE TOUT OU PARTIE DES ACTIONS ANTI MINES .

MONSIEUR LE PRESIDENT

MESDAMES , MESSIEURS LES PARTICIPANTS

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE ATTENTION ET DE VOTRE PATIENCE